

**PROGRAMME
SPORT ET RELATIONS
INTERNATIONALES**

LE *SPORT POWER* RUSSE DES ANNÉES POUTINE

Entretien avec Lukas AUBIN

ALLOCATAIRE DE RECHERCHE SCIENCES POLITIQUES - ÉTUDES SLAVES AU CRPM,
À L'UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE.
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « LA DAME DE PIQUE »

AVRIL 2018

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT



IRIS : Votre thèse s'intitule « Gouverner par le sport en Russie ? (2000-2018) – Étude d'une stratégie de soft power au service de l'élite du pouvoir ». Pouvez-vous nous expliquer les différents points que vous abordez dans votre travail ?

LUKAS AUBIN: À l'origine, mon travail part d'un double constat : d'une part, à la fin de l'arc temporel 2000-2018, la Russie sera le pays au monde qui aura accueilli le plus grand nombre d'évènements sportifs d'ampleur internationale durant cette période. Et, d'autre part, la plupart des grands clubs professionnels et institutions sportives sont dirigés par des oligarques, des politiques, et/ou des sportifs proches du pouvoir russe. Comme l'écrivait Norbert Elias « le sport est un laboratoire privilégié pour réfléchir les rapports sociaux et leur évolution ». Aussi, je teste l'hypothèse selon laquelle « l'élite du pouvoir post-soviétique » en Russie entretient, à travers son sport power, sa propre altérité géopolitique vis-à-vis de l'Occident, tout en maintenant son « réseau de réseaux »¹ au sommet de la « verticale du pouvoir » mise en place par Vladimir Poutine dès 2000. À mon sens, l'étude du sport en Russie est un moyen original pour comprendre son système politique jusqu'alors très opaque et sujet à de nombreux fantasmes.

J'axe donc mon travail sur l'organisation et la tenue des grands évènements sportifs internationaux en Russie. Pour mener à bien mes recherches, j'utilise le savoir géopolitique et les concepts pivots que sont les « représentations » (Yves Lacoste), les rivalités de pouvoir au sein d'un territoire donné, le *nation branding*, le *nation building*, et le *soft power* (dont le *sport power* en est une branche naturelle). À ce titre, la Coupe du monde de football 2018 est un formidable terrain de recherche. Dans le même temps, j'utilise les concepts liés à la sociologie politique afin de constituer une galaxie des acteurs liés au système sportif russe destinée à affirmer ou infirmer l'hypothèse formulée au préalable.

Après trois années de recherches, je suis en mesure de démontrer que, sous Vladimir Poutine, on assiste à la fois à une politisation de l'espace sportif et à une « sportivisation » de l'espace politique. Cette double dynamique est révélatrice d'un usage du sport par l'État et pour l'État afin d'améliorer l'image de la Russie à l'international, d'en signifier l'altérité, tout en construisant un *story-telling* sportif puissant destiné à souder la population russe autour de valeurs communes (patriotisme, grandeur du territoire, force physique, hygiénisme, etc.). Le pouvoir russe est véritablement devenu ce que j'appelle une *sportokratura*². Cela signifie que la nouvelle nomenklatura post-soviétique en Russie utilise, associe, et intègre le sport à tous les

1 Jean-Robert Raviot écrivait en 2007 dans l'ouvrage intitulé *Qui dirige la Russie ?* que « l'élite du pouvoir post-soviétique se caractérise par une forte distinction sociale qui se traduit par un niveau de vie supérieur et un accès exclusif ou plus aisé à certains privilèges, mais aussi par une mentalité et un ethos qui lui sont propres. Au-delà des clivages qui la divisent et des antagonismes qui la traversent, elle constitue une « classe sociale en soi » et le sentiment est très répandu d'une grande partie de la société russe d'en être à priori exclue. L'élite du pouvoir post-soviétique est une toile très complexe, un « réseau de réseaux » qui se sont démultipliés et ramifiés au fur et à mesure des bouleversements économiques et des crises politiques et financières qui ont jalonné les années 1990. »

2 La *sportokratura* est un néologisme formé des mots sport et nomenklatura. La nomenklatura était un système généralisé de contrôle des postes dirigeants par le Parti à l'époque soviétique, voir Jean-Robert RAVIOT in : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv_106_raviot_poutinisme_systeme_pretorien_2018.pdf

niveaux de son système politique actuel. Aujourd'hui, la *sportokratura* est un triangle des pouvoirs composé de trois catégories d'acteurs : l'élite politique et administrative, l'élite économique et financière, et l'élite sportive entraîneurs/entraînés. Les trois aillant la particularité d'être interconnectées entre elles dans un complexe système de réseaux des réseaux. Ainsi, grossièrement, les oligarques investissent massivement dans le sport russe quand les hommes politiques le contrôlent, et que les sportifs à succès (soviétiques ou russes) sont utilisés par le pouvoir pour le promouvoir auprès de la société russe grâce à leur image positive. Enfin, ces trois catégories d'acteurs sont, pour la plupart, fidèles au pouvoir russe via notamment Russie unie, le parti politique de Vladimir Poutine.

IRIS : Vous expliquez dans votre article « Quel sport power pour la Russie ? » que sa diplomatie sportive a été notamment définie de façon à « œuvrer pour créer une image positive de la Russie correspondante au prestige de sa culture, son éducation, ses performances sportives et scientifiques et au niveau de développement de sa société civile, et à sa participation aux programmes d'aide aux pays en voie de développement ; créer les instruments pour influencer son image dans le monde ». Quel bilan faire de ces directives données en 2013 ? La Russie en a-t-elle encore les moyens ?

LUKAS AUBIN : En réalité, on pourrait remonter encore plus loin dans le temps pour bien comprendre l'évolution de la politisation du sport en Russie. Lors de la première présidence de Vladimir Poutine, le sport a des visées nationales. Dès 2002, le Kremlin publie une directive intitulée « Sur l'augmentation du rôle de la culture physique et du sport dans la formation d'un mode de vie sain pour les Russes » où il est écrit que « le fort potentiel d'une personne, son mode de vie sain n'est pas une fin en soi, mais une nécessité naturelle, à partir de laquelle le pouvoir et la sécurité du pays grandissent, une personnalité spirituellement et intellectuellement développée est formée aux plus hautes manifestations des qualités humaines. »³. Quelques années plus tard, les usages du sport à l'international commencent à apparaître. En 2007, le président russe fait lui-même le déplacement au Guatemala afin de porter la candidature de Sotchi pour les JOP d'hiver 2014 (avec de la neige de Sotchi dans ses bagages !). Un an plus tard, les bonnes performances de l'équipe nationale russe lors des championnats d'Europe de football de 2008 confortent le pouvoir russe : le sport doit être utilisé comme une vitrine à l'international afin d'améliorer l'image du pays, et d'en diffuser l'altérité et le modèle. En 2009 est organisé le premier forum « Russie une puissance sportive », où Dmitri Medvedev exhorte le pays à accueillir en masse des événements sportifs internationaux. Puis, une série de traités est publiée entre 2009 et 2013 afin de planifier cela jusqu'en 2020. Ainsi naît véritablement le *sport power* russe qui signifie œuvrer afin de «

3 <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21920>

développer la culture physique, les sports, la coopération sportive internationale, et [...] de promouvoir un mode de vie sain »⁴.

Force est de constater que c'est un succès en demi-teinte : le pays aura effectivement accueilli en masse des événements sportifs de premier plan (JOP d'hiver, Coupe du monde de football, etc.), mais il n'aura probablement pas su en capitaliser les effets. En réalité, les JOP de Sotchi, en 2014, ont davantage servi de tribune médiatique – pour ne pas dire tribunal – aux contempteurs de tous bords afin de dénoncer les manquements de la Russie en matière de droits de l'homme, de traitement des animaux, des droits des LGBTI, etc. Et la guerre en Ukraine qui commença concomitamment aux JOP annihila définitivement tous les effets potentiellement positifs de l'évènement à court et moyen termes.

Néanmoins, l'impact auprès de la population russe est autrement plus positif pour le pouvoir. La victoire de l'équipe russe au classement des médailles aux JOP de Sotchi, le développement des infrastructures locales (routes, stades, centres d'entraînement, etc.), ou encore les mises en scène sportives du président russe sont très appréciées en Russie. Preuve en est la courbe de popularité de Vladimir Poutine qui n'a jamais été aussi élevée qu'après les JOP de Sotchi (88%).

On est presque à l'heure du bilan pour l'arc sportif russe et celui-ci est en dent de scie. En effet, accueillir un événement sportif international est à double tranchant. S'il sert effectivement à signifier la capacité du pays à accueillir les populations du monde entier et s'il a un impact positif auprès de la population locale, il est également un immense projecteur braqué sur le pays pour le meilleur... et pour le pire. On le voit avec la Coupe du monde de football 2018. L'évènement n'a pas encore commencé que déjà les critiques fusent (corruption, boycott diplomatique, défense des droits des animaux, etc.). Dans ce contexte, la question n'est pas de savoir combien ça coûte, mais plutôt est-ce que

cela en vaut la peine ?

IRIS : Plusieurs chercheurs ont mis en avant l'importance du sport pour l'URSS dans la construction d'une image positive, d'un vecteur de rassemblement, d'un rayonnement international par ses performances. Quelle différence faites-vous avec la politique actuelle mise en œuvre par le Kremlin ?

LUKAS AUBIN : Au premier abord, on peut penser qu'il y a de nombreuses similitudes entre l'URSS et la Russie actuelle, notamment depuis la restructuration de la verticale du pouvoir par Vladimir Poutine. En effet, le pouvoir russe a cette capacité à mobiliser les acteurs sportifs, économiques et politiques lorsque le besoin s'en fait sentir. On l'a vu notamment pour les JOP de Sotchi quand l'oligarque Vladimir Potanine a été sommé par le président russe d'investir des milliards de roubles dans la station de ski de Rosa

⁴Voir mon article dans Hérodote : « Quel sport power pour la Russie ? »

Khutor. Néanmoins, si ce dirigisme peut faire penser à l'Union soviétique, il ne faut pas oublier une chose : les oligarques n'existaient tout simplement pas en URSS.

Concrètement, le sport soviétique avait cinq fonctions bien précises : promouvoir la santé et l'hygiène de vie, la défense militaire, la productivité, l'intégration de la population multi-ethnique au sein d'un État unifié, et le prestige international. De plus, il tenait une place prépondérante dans la guerre froide, car il faisait office de reflet des réussites et des échecs du modèle soviétique sur le modèle américain. Aujourd'hui, de ces cinq fonctions il en reste trois : la santé et l'hygiène de vie, le prestige international, et, dans une certaine mesure, l'intégration de la population multi-ethnique dans un État unifié (aujourd'hui on parle davantage de patriotisme).

Sous l'URSS, le sport fonctionnait en circuit fermé. Il était géré uniquement par le pouvoir soviétique qui utilisait *ad libitum* les organismes subsidiaires publics. Aujourd'hui, si l'État central est effectivement très présent, il y a de nombreuses nuances à apporter. Les sportifs russes sont libres d'aller jouer à l'étranger, les régions russes sont également libres de prendre l'initiative d'attirer les événements sportifs internationaux sur leur territoire (Kazan et le Tatarstan par exemple), et enfin le savoir-faire sportif étranger est très présent en Russie actuellement (entraîneurs venus du monde entier, mais aussi naturalisation de sportifs étrangers afin d'obtenir des résultats). En d'autres termes, le sport russe a ceci de différent avec le sport soviétique qu'il est entré dans l'économie de marché. Mais, cette mutation du modèle sportif n'est pas arrivée du jour en lendemain à la chute de l'Union soviétique. En réalité, il n'y a pas eu de rupture, comme cela est souvent avancé, mais une lente et difficile adaptation. Et celle-ci a débuté dès les années 1980 à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev en trois temps : la perestroïka, la volonté de libéraliser l'économie, et la glasnost.

De plus, sous l'URSS, les clubs professionnels étaient gérés par l'État ou ses organismes subsidiaires publics. Actuellement, la situation est différente. La plupart des clubs de haut-niveau sont aux mains d'oligarques russes souvent proches du pouvoir. On est passé d'un système sportif public contrôlé par l'État à un système semi-privé (dans le sens où l'État russe a un droit de regard certain sur les clubs professionnels du pays). Conséquences de cette libéralisation, certains oligarques investissent également dans les clubs sportifs étrangers (le rachat de Chelsea par Roman Abramovitch en 2003 par exemple).

Enfin, sous l'URSS, les sportifs de haut-niveau avaient le statut d'amateur. Officiellement, ils étaient d'abord des travailleurs. Ce n'est plus le cas depuis 1988. Aujourd'hui, les sportifs professionnels sont reconnus en Russie.

IRIS : Le sport russe est dans la tourmente, notamment avec les révélations de dopage par des lanceurs d'alertes, mais également par différents rapports de l'Agence mondiale anti-dopage. Ces éléments, allant donc à l'encontre de l'image positive de la Russie à l'étranger, ont-ils poussé le Kremlin à revoir sa diplomatie sportive ?

LUKAS AUBIN: Tout à fait, la gouvernance de Vladimir Poutine a ceci d'inédit qu'elle ne répond à aucun modèle précis et qu'elle s'adapte au fil des années en fonction des contextes politiques auxquels elle fait face. Dans le cadre de la « nouvelle guerre froide », polysémique et multipolaire, la stratégie et les usages du sport par le pouvoir russe ont évolué à la fois par rapport à l'URSS, mais également durant l'ère de Vladimir Poutine.

On constate deux temps dans la stratégie de *sport power* russe. Sa vocation première – qui s'étale de 2009 à 2014 – était de faire rayonner la Russie sur la scène internationale et de montrer patte blanche afin d'attirer investisseurs, touristes, et dirigeants internationaux. Cette période correspond notamment au moment où Dmitri Medvedev était au pouvoir en Russie et où le libéralisme prévalait davantage que sous Vladimir Poutine. Durant son mandat, Dmitri Medvedev répétait régulièrement qu'il fallait moderniser la Russie et la stratégie de *sport power* mise en œuvre à cet instant correspond à cette dynamique. L'idée était d'utiliser le sport afin de mettre en avant une Russie « grande, moderne et ouverte » (le slogan pour les JOP de Sotchi).

Pourtant, entre 2014 et 2018, dans un contexte où la Russie est critiquée de toutes parts, cette stratégie a évolué en devenant plus offensive. Désormais dans la réaction plutôt que dans l'action, le *sport power* russe est davantage destiné à semer la confusion à l'égard de la légitimité des instances sportives internationales (CIO, FIFA, TAS, etc.) qu'à attirer. Il est un facteur de doute pour le pouvoir russe et il se décline en deux temps : diviser pour mieux régner d'abord, puis chercher à attirer à travers sa vocation contestataire. On pourrait croire que la Russie s'isole, mais, au contraire, elle regroupe autour d'elle des contempteurs de tous bords à travers l'Europe et dans le monde entier (une partie de la droite et de l'extrême droite européenne notamment, mais également de l'extrême gauche).

L'affaire du dopage est un bon exemple pour comprendre en quoi la stratégie de *sport power* russe a évolué ces dernières années. Depuis que les accusations de dopage généralisé ont commencé à déferler sur le système sportif russe, les réponses de Vladimir Poutine et consorts sont claires. Elles pointent du doigt des décisions politiques là où le sport devrait en être exempté. C'est tout le paradoxe. Pour le pouvoir russe, le sport doit être apolitique alors que celui-ci est un élément central de son propre système.

L'opération de communication autour des athlètes russes à Pyeongchang illustre bien cela. Dans un premier temps, le pouvoir russe a expliqué que le pays avait effectivement un problème avec le dopage, mais que c'était le cas partout ailleurs et que cette décision était tout à fait politique, car orchestrée par les puissances occidentales, les États-Unis en tête. Puis, la réponse s'est faite plus concrète encore. Une agence de communication nationale a été chargée par le gouvernement de floquer le maillot neutre des athlètes russes d'un ours rugissant l'onomatopée « OAR-RRRRR » dont les lettres font référence aux mots « olympique », « athlètes », et « Russie ». Une manière de montrer avec vigueur la non-reconnaissance des sanctions du Comité international olympique (CIO). Un pas en avant pour trois pas en arrière en somme. Cette opération a pour but de donner de la

contenance aux athlètes concernés et ainsi de rassurer la population quant au supposé isolement russe dans le sport mondial. Il est également un pied de nez fait au CIO qui avait exclu l'équipe nationale de Russie des JOP d'hiver 2018. Souvent sur la défensive, le pouvoir russe a donc choisi la voie de la défiance pour répondre aux critiques et rallier une certaine frange de l'opinion publique et politique à sa cause.

Ainsi, depuis 2014, le pouvoir russe manie un double discours à la fois répulsif et attractif. Avec ce *soft power* à deux têtes, comme l'aigle impérial, le pays sème la confusion en cherchant à rallier l'audience nationale et internationale à sa cause tout en signifiant son altérité et sa puissance dans le concert des nations.

IRIS : Alors que l'on voit un cycle long s'achever en matière de diplomatie sportive avec l'organisation de la Coupe du monde de football (2018), comment peut-on envisager l'avenir de diplomatie sportive russe ?

LUKAS AUBIN : En réalité, l'arc sportif russe auquel nous assistons ne devrait pas se terminer en 2018, mais plutôt en 2020/2021. Comme le déclarait Vitaly Mutko en octobre 2016 lors du VI^e forum « Russie – une puissance sportive », « ces dernières années, nous sommes devenus une puissance sportive mondiale. Jusqu'en 2021, nous sommes engagés dans des compétitions sportives internationales ». En effet, en 2019 et en 2020 se tiendront notamment les Universiades d'hiver à Krasnoïarsk ainsi que quelques matchs du championnat d'Europe de football à Saint-Pétersbourg. De plus, l'un des projets avoués de Vladimir Poutine est d'accueillir les JOP d'été à Saint-Pétersbourg. L'évènementiel sportif russe semble avoir encore quelques beaux jours devant lui.

À l'échelle nationale, le sport se développe à différents niveaux. D'une part, il y a une volonté réelle de la part du gouvernement d'hygiéniser la population russe à travers le sport. Le rétablissement du programme sportif soviétique GTO en 2014 en est certainement l'exemple le plus frappant. Littéralement « prêt au travail et à la défense », ce programme mis en place en 1932 avait pour objectif de préparer les Soviétiques de 14 à 60 ans à la défense de leur territoire, et ce, à travers des activités et diplômes sportifs. Abandonné en 1991, ce programme a donc été remis sur le devant de la scène par Vladimir Poutine au lendemain de Sotchi, marquant donc un peu plus les liens entre sport et politiques. De plus, le sport en tant qu'outil politique et de marketing prend une place de plus en plus importante en Russie. La création de l'Université Olympique de Sotchi qui forme les managers du sport russe de demain ou encore le nouveau programme de master de diplomatie sportive du MGIMO (l'une des plus prestigieuses universités de Russie) sont autant d'exemples illustrant cette dynamique.

Le sport est également un vecteur qui représente la Russie du futur. Il sert à moderniser les infrastructures des villes (routes, stades, aéroports, etc.) et il est synonyme d'innovations et de nouvelles technologies. Le cybersport (ou *e-sport*) se développe très rapidement en Russie. Déjà, en juillet 2001, la Russie était le premier pays à reconnaître officiellement les jeux vidéos en ligne comme un sport. Il ne serait pas surprenant que le

pays cherche à prendre la tête d'un mouvement qui n'en est probablement encore qu'à ses balbutiements.

Concernant les clubs sportifs de haut-niveau, il y a fort à parier que de profonds changements sont à venir. Il y a deux ans, le président russe Vladimir Poutine indiquait que les professionnels du sport devaient commencer à songer à gagner leur propre argent et cesser de compter sur les aides de l'État. Il semblerait que le sport russe soit définitivement sur la voie de l'économie de marché tout en gardant néanmoins ce dirigisme soviétique qui fait son originalité (cf. la *sportokratura*). Aujourd'hui, le modèle sportif russe est donc hybride.

Enfin, en octobre 2018 se tiendra dans la région d'Oulianovsk le VII^e forum international « Russie – une puissance sportive ». Véritable messe du sport, on devrait en savoir plus sur le futur du *sport power* russe à cette occasion. ■

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT

LE SPORT POWER RUSSE DES ANNÉES POUTINE

Entretien avec LUKAS AUBIN

ALLOCATAIRE DE RECHERCHE SCIENCES POLITIQUES - ÉTUDES SLAVES AU CRPM, À L'UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE. RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « LA DAME DE PIQUE ».

Un observatoire du

PROGRAMME SPORT ET RELATIONS INTERNATIONALES

Sous la direction de Carole GOMEZ, chercheuse à l'IRIS (gomez@iris-france.org)
et Pim VERSCHUUREN, chercheur associé à l'IRIS (verschuuren@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org